

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 14 avril au 18 avril 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Kenya** : Adoption d'une nouvelle législation sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme
- ❖ **Madagascar** : Octroi d'un prêt de 100 M USD par la BEI à Axian Telecom
- ❖ **Tanzanie** : Nouveau règlement interdisant les transactions domestiques en devises étrangères

LE CHIFFRE À RETENIR

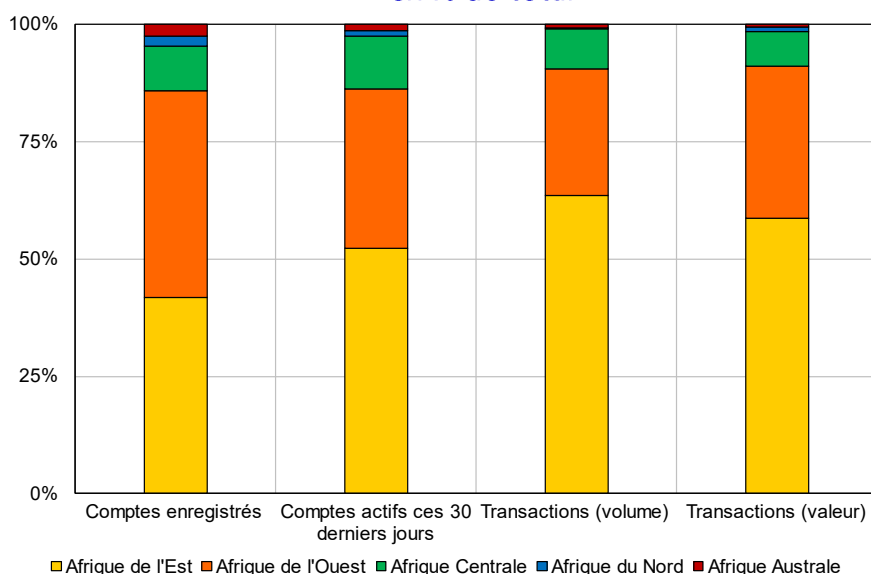
5,9 %

AFRIQUE DE L'EST : CONTRIBUTION DU
MOBILE-MONEY AU PIB, CONTRE 3,7 % EN
AFRIQUE SUBSAHARIENNE.

Le graphique de la semaine

Afrique : utilisation du *mobile-money* par zone

- en % du total -



Source : The State of the Industry Report on Mobile-money 2025 de GSMA, calculs DG Trésor

Selon [The State of the Industry Report on Mobile Money 2025](#) de la GSMA, l'Afrique subsaharienne est la région au monde qui a le plus adopté le *mobile-money* : elle représente 52 % des comptes enregistrés au monde et 75 % des transactions en volume. Sur le continent africain, l'Afrique de l'Est domine l'utilisation, suivie de près par l'Afrique de l'Ouest (cf. graphique), que ce soit en termes de transactions en volume/valeur ou de comptes enregistrés/actifs. Par ailleurs, la contribution au PIB du *mobile-money* est particulièrement forte dans la région (5,9 % en 2024, contre 3,7 % pour l'Afrique subsaharienne). Au Kenya et au Rwanda, il contribue même à plus de 8 % du PIB, reflétant son importance pour l'économie locale.

BURUNDI

Le FMI achève sa mission au titre de l'article IV

Une équipe du [FMI](#) s'est rendue au Burundi du 17 au 28 mars 2025 pour tenir des réunions avec les autorités burundaises et d'autres homologues des secteurs public et privé à l'occasion des consultations annuelles de 2025 au titre de l'Article IV. L'économie burundaise reste affectée par une inflation élevée, des pressions sur le taux de change parallèle, des réserves de change limitées et des pénuries de carburant prolongées. Les services du FMI ont recommandé de renforcer la mobilisation des recettes intérieures, de mettre en place un cadre fiscal progressif et favorable à la croissance. Ils recommandent également d'assurer la viabilité de la dette publique par la libéralisation du marché des changes, l'assainissement budgétaire et le resserrement monétaire.

ÉTHIOPIE

40 licences accordées à des entreprises étrangères après l'ouverture du secteur commercial

La Commission d'investissement éthiopienne a annoncé avoir récemment octroyé 40 licences à des entreprises étrangères leur permettant d'opérer dans les secteurs de l'import-export, ainsi que le commerce de gros et de détail. En avril 2024, une directive avait en effet ouvert ces secteurs, auparavant réservés aux acteurs locaux, aux investisseurs étrangers. Tous les secteurs de rente éthiopiens ou presque sont concernés par l'ouverture de l'export : café, khat, oléagineux, légumineuses, ou cuirs. Seule l'importation d'engrais et de pétrole reste restreinte. Bien que cette nouvelle directive reste restrictive, avec de nombreuses conditions imposées aux acteurs étrangers, le nombre de licences accordées témoigne de l'intérêt marqué des investisseurs étrangers pour ces secteurs jusque-là très protégés.

KENYA

Nouvelle campagne d'interdiction des vêtements de seconde main

Dans le cadre d'une nouvelle politique concernant le secteur du coton, du textile et de l'habillement, le Kenya envisage d'interdire les importations de vêtements d'occasion. Selon le ministère du Commerce et de l'Investissement, l'importation de vêtements d'occasion a conduit à la détérioration du secteur textile local. Le Bureau national des statistiques a indiqué qu'en 2023, les importations de

vêtements d'occasion avaient augmenté de +11,5%, (pour une valeur de 178,5 M EUR). Si cette mesure est appliquée, le Kenya rejoindra d'autres pays de la région, à savoir le Rwanda, l'Ouganda et l'Éthiopie, qui interdisent les importations de vêtements d'occasion.

Adoption d'une nouvelle législation sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

L'Assemblée nationale a adopté, le mercredi 16 avril, des amendements au projet de loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ils visent à accroître la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en renforçant plusieurs textes législatifs, comme la loi sur la prévention du terrorisme, la loi sur les paris, loteries et jeu ou encore la loi sur les prestations de retraite. Ces amendements visent à aligner le cadre réglementaire kényan sur les normes internationales dans un contexte où le Kenya a été placé sur la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) en 2023.

MADAGASCAR

Accord des services du FMI à l'issue de la 2^{ème} revue des programmes

[La mission du FMI présente à Madagascar](#) du 2 au 14 avril 2025 a annoncé être parvenue à un accord avec les autorités à l'issue de la 2^{ème} revue des programmes ECF et RSF. Selon la mission, seul un objectif quantitatif à fin décembre 2024 n'a pas pu être atteint. L'équipe du FMI encourage la poursuite de l'application du mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe et elle se félicite de l'adoption de la Stratégie Nationale de Lutte contre la corruption (SNLCC) et de la transparence dans la gestion des ressources du Fonds Souverain Malagasy (FSM). A noter que le FMI est dans l'attente de la mise en œuvre de repères structurels du programme ECF relatif à l'adoption et la mise en œuvre du plan de redressement de la compagnie nationale d'eau et électricité, JIRAMA, d'ici mai 2025, et de l'élaboration du plan national de mise en œuvre des recommandations du Diagnostic global de gouvernance, qui serait finalisé d'ici septembre.

Octroi d'un prêt de 100 M USD par la BEI au bénéfice d'Axian Telecom

La BEI a annoncé le 10 avril la signature d'un accord de prêt de 100 M USD (avec garantie budgétaire de la Commission européenne) au bénéfice d'Axian Telecom, division télécommunication du premier groupe malgache Axian. Cet investissement, qui entre dans le cadre de la stratégie *Global Gateway*, vise l'expansion de son infrastructure de réseaux mobiles à

haut débit à Madagascar (40 M USD) et en Tanzanie (60 M USD). Il permettra notamment de doubler leur couverture 4G à Madagascar et contribuera au déploiement des sites 5G d'Axian Telecom au travers de la marque Yas, présente dans neuf marchés africains (Union des Comores, Madagascar, Mayotte, Ouganda, République Démocratique du Congo, La Réunion, Sénégal, Tanzanie et Togo).

MAURICE

Forte révision à la baisse de la croissance pour 2024

[Le FMI](#) a conduit une revue macro-économique et financière à Maurice du 31 mars au 11 avril 2025, au titre de l'article IV. Dans ce cadre, l'institution souligne la résilience de l'économie mauricienne, mais revoit la croissance fortement à la baisse pour 2024 (+4,7 %, soit -1,4 pt par rapport aux prévisions d'octobre 2024, et après +7,0 % en 2023). La croissance 2024 aurait été portée par les services, la construction et le tourisme. La croissance devrait à nouveau diminuer en 2025 (+3,0 %, soit -1,0 pt selon la projection précédente), en raison d'un affaiblissement de la demande externe, du recul du tourisme et de l'impact de la sécheresse. Le déficit budgétaire primaire est projeté à -6,6 % du PIB sur l'année fiscale 2024/25 et la dette publique devrait s'établir à presque 90 % du PIB à la fin juin 2025.

OUGANDA

Publication du rapport de la stratégie d'endettement du pays à moyen terme

Le ministère des finances (MOFPED) vient de publier la 11^{ème} édition de sa stratégie d'endettement à moyen terme courant jusqu'à 2028/29. Le MOFPED envisage de s'endetter à 34 % à partir de source externe pour les quatre prochaines années (après 32 % pour la stratégie actuelle, partiellement atteinte en raison de la suspension des interventions de la Banque mondiale qui a contraint le MOFPED à recourir davantage aux financements domestiques). Selon le rapport, cette stratégie présente « un coût modéré tout en limitant le risque de change, permettant au gouvernement d'obtenir le meilleur compromis possible entre coûts de refinancement et risques ». A noter que les nouveaux projets structurants, comme la ligne ferroviaire SGR (2,7 Md EUR), mobiliseront des financements mixtes.

RWANDA

Projet de créer un centre régional d'assemblage, d'intégration et d'essai de satellites

Le gouvernement rwandais travaille sur un projet visant à établir un centre régional d'assemblage, d'intégration et d'essai de satellites dans le domaine des communications par satellite et de l'observation de la terre. Le projet est mené en partenariat avec l'entreprise aérospatiale tchèque TRL Space, par l'intermédiaire de sa société sœur TRL Space Rwanda, qui s'est engagée à investir 2 M USD dans l'initiative. TRL Space apportera également son expertise et ses capacités de développement et de production au Rwanda, en partenariat avec le gouvernement, les universités et les organismes de recherche. Le centre devrait être opérationnel d'ici 2028, ouvrant la voie à l'autonomie dans le développement et le déploiement de satellites dans le pays, tout en positionnant le pays comme un leader dans l'industrie spatiale émergente de l'Afrique.

SEYCHELLES

Baisse de -1,2 pt du taux de chômage au 4^{ème} trimestre 2024

Le Bureau national des statistiques seychellois constate une baisse du taux de chômage au 4^{ème} trimestre 2024 (à 3,2 %, après 2,0 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2024, lors de la dernière étude effectuée. Le taux de chômage des hommes est plus élevé que celui des femmes (à 2,2 % contre 1,8 %). Par catégorie d'âge le taux de chômage est le plus élevé chez les jeunes de 15 à 24 ans pour les personnes âgées entre 25 et 54 ans (à 8,2 %, contre 1,6 %). On observe également une disparité selon le niveau d'éducation : près de ¾ des actifs au chômage ont un niveau d'études secondaires, contre seulement 5,8 % ont un niveau universitaire.

SOMALIE

Octroi de licences à Starlink pour les services Internet

L'Autorité nationale des communications de Somalie a accordé une licence à Starlink, ouvrant ainsi la voie au lancement de ses services dans le pays.

Rétablissement du financement américain au PAM

Les Etats-Unis ont décidé de rétablir le financement des opérations humanitaires menées par le Programme alimentaire mondial (PAM) dans six pays

dont la Somalie (ainsi que le Liban, la Syrie, la Jordanie, l'Irak et l'Équateur). Selon le gouvernement somalien et plusieurs organisations humanitaires, la suspension du financement américain, assuré via l'USAID, incluant un engagement de 125,5 MUSD, représente une menace sérieuse pour la poursuite de l'aide humanitaire dans le pays. Cette décision affecte notamment 3,8 millions de déplacés internes, victimes des chocs climatiques et sécuritaires.

SOUDAN

Don de 19,9 M USD de la BAD

La Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé un financement de 19,85 MUSD pour le projet d'aide « *The Crisis Response for Women and Affected Communities in Sudan* ». Ce projet qui sera mis en œuvre par la Commission de la Croix-Rouge vise à soutenir le bien-être des femmes et à atténuer l'impact du conflit en particulier sur les infrastructures. Il inclut plusieurs volets : (i) la formation des professionnels de santé, de l'eau et de l'assainissement ainsi que les facilitateurs de marché ; (ii) la réhabilitation de 5 structures de santé et de 10 installations d'eau et d'énergie ; (iii) la distribution d'aide alimentaire et d'intrants agricoles à 60 000 personnes ; (iv) des transferts d'argent liquide au bénéfice de 125 000 personnes avec priorité aux femmes et à leurs dépendants. Au total, 1,5 million de personnes bénéficieront du projet, dont 65 % des femmes.

SOUDAN DU SUD

MTN obtient une licence d'opération de 15 ans

MTN South Sudan, filiale du groupe panafricain MTN et 1^{er} opérateur téléphonique du pays (60 % de parts de marché), a obtenu une licence d'opération de 15 ans délivrée par l'Autorité nationale de la communication. Le groupe opérait jusqu'ici sous licence soudanaise, cette licence lui permet de se conformer pleinement à la législation sud soudanaise. En fin 2022, MTN comptait 2,5 millions d'abonnés et avec son nouveau contrat, l'opérateur a pour objectif d'étendre la couverture à 90 % de la population d'ici dix ans. Cette signature coïncide

avec l'annonce du gouvernement de déployer le premier réseau national de fibre optique cette année. Le secteur suscite l'intérêt d'autres investisseurs, dont le groupe qatari *Future Union*.

TANZANIE

La Banque centrale maintient son taux directeur

Suite à la réunion du comité de politique monétaire du 3 avril, la Banque centrale de Tanzanie (BoT) a décidé de maintenir son taux directeur à 6,0 %. La BoT a justifié son choix en évoquant la nécessité de stabiliser l'économie face aux effets négatifs des mesures protectionnistes au niveau mondial et par l'incertitude sur les marchés. Au 1^{er} trimestre 2025, la demande de monnaie est restée forte, stimulée par le secteur privé. Les prêts accordés aux PME ont augmenté de +12,7 % en glissement annuel. Depuis le début de l'année 2025, l'inflation reste contenue à +3,2 %, sous la cible de +5 % à long terme. La BoT estime également que la prévision de croissance de +6 % en 2025 reste cohérente.

Un nouveau règlement interdit les transactions domestiques en devises étrangères

Adopté par le ministre des Finances le 28 mars 2025, le texte rend illégal l'usage de devises étrangères dans le cadre de transactions domestiques (hormis quelques exceptions). Il précise que le *shilling* tanzanien (TZS) est la seule monnaie officielle du pays. Jusqu'à présent, les prix des services (hôtellerie/restauration) étaient régulièrement affichés en USD à Zanzibar ou dans les parcs nationaux. Cependant, certaines incertitudes subsistent dans ce règlement. Le cas de Zanzibar dont les transactions en USD sont très courantes dans le secteur touristique n'est pas spécifié dans le règlement. En l'absence de précisions, le nouveau règlement du 28 mars 2025 semble s'appliquer à Zanzibar. Selon la BoT, ce nouveau règlement vise à contrôler davantage la circulation des devises étrangères dans le pays pour diminuer l'emprise des devises étrangères sur l'économie tanzanienne. Il peut néanmoins déstabiliser le secteur touristique et le taux de change du TZS.